

FIL ROUGE

CFF

Rien ne va plus
en Suisse Romande

PAGE 3

DU RESPECT.
DU TEMPS.
DE L'ARGENT.

Salaire
minimum

Il est temps de signer

PAGE 9

JOURNAL DU PARTI
SOCIALISTE VAUDOIS
N° 14 - JUILLET - AOÛT
2023



CAUSE FÉMINISTE

Le combat continue!

PAGES 4-8



JAB
CH-1003 Lausanne

Poste CH SA

Engageons-nous maintenant pour l'égalité!

édito Initiatives anti-avortement, incels et masculinisme: alors qu'en 2019, la grève féministe paraissait être une évidence, on assiste aujourd'hui au backlash féministe, ou retour du bâton. Nous nous trouvons dans une position où nous devons justifier nos actions. Dans ces moments où l'égalité est menacée, les paroles de Simone de Beauvoir prennent tout leur sens: "N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question."

C'est alors le rôle du Parti socialiste, parti de l'égalité depuis toujours, de rappeler pourquoi il faut s'engager: parce que les inégalités salariales ne s'améliorent pas, parce que la violence envers les femmes persiste, parce que les stéréotypes de genre sont entretenus dans la cour d'école, parce que les réformes des retraites se font toujours sur le dos des femmes. Si l'égalité a toujours été au cœur de nos préoccupations et que nous avons obtenu de grandes victoires, le retour en arrière est aujourd'hui plus que menaçant. Alors, s'il y a un moment où nous devons nous engager et ne pas rester muet.tes face à ces tendances régressives, c'est aujourd'hui.

Car l'égalité de genres n'est pas seulement un engagement pour la société, c'est une des

racines de notre engagement social: il n'y a pas d'égalité des chances et de justice sociale sans égalité de genres. Nous devons rappeler sans relâche cette vérité, résister et travailler ensemble. Les élections fédérales d'octobre seront une occasion cruciale pour faire entendre notre voix et promouvoir l'égalité dans tous les domaines.

Nous nous sommes engagé.es le 14 juin, mais le combat pour l'égalité ne connaît pas de date limite. Les mots de Simone de Beauvoir et le backlash que nous vivons nous rappellent que nos droits ne peuvent jamais être pris pour acquis. Nous devons rester engagé.es au quotidien: ne laissons pas les rétrogrades dicter les termes du débat, ne laissons pas l'apathie ou le découragement nous envahir. Mobilisons-nous aujourd'hui, plus que jamais. Et engageons-nous. Pour l'égalité, pour la justice sociale, pour l'avenir de toutes et tous, maintenant! ■ LAURIE WILLOMET, COMITÉ DIRECTEUR DES FEMMES SOCIALITES SUISSES

FIL ROUGE

Le journal du PSV est produit par une rédaction composée de militant·es. Nous souhaitons contribuer aux combats actuels pour le progrès social – sans oublier d'où nous venons et qui nous sommes. Notre fil rouge, ce sont nos valeurs et notre histoire. Ensemble, rédigeons ce nouveau chapitre du socialisme démocratique.

La rédaction est ouverte à chaque membre du PSV – et nous accueillons volontiers vos idées, avis et lettres de lecteur·trices à l'adresse: redaction@ps-vd.ch

IMPRESSUM

Responsable: Andrea Münger

Rédaction: Adriane Bossy, Preeti Damon-Schaerer, Julia Dao, Latha Heiniger, Deborah Intelisano, Bernard Morel, Virginie Pilault, Najia Trottet, Simon Schönmann

Editeur:

Parti socialiste vaudois

Adresse: Chauderon 5, 1003 Lausanne

Contact: 021 312 97 57 redaction@ps-vd.ch

Maquette: Stéphanie Tschopp www.madamepastequa.ch

Impression: Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et environs

Abonnement: 25 francs

Parutions: 4 parutions annuelles

L'égalité, préoccupation de l'UDC? (lol)

colère rouge En avril dernier, l'UDC déposait une interpellation intitulée: «Le bureau de l'égalité entre les femmes et les hommes (BEFH) crée-t-il des inégalités?». Cette interpellation réagissait au fait que le BEFH avait organisé une séance d'information sur les inégalités de genre dans la prévoyance professionnelle, réservée aux femmes. La non-mixité choisie pour cette conférence fait visiblement sauter de leurs chaises les députés du parti agrarien. Chers députés UDC, pour vos prochains dépôts, je vous conseille de vous pencher sur le fait que certaines Abbayes sont toujours réservées exclusivement aux hommes, de même que certaines sociétés étudiantes. Si l'égalité vous préoccupe tant, il y aura beaucoup à faire au Grand Conseil et on vous attend à nos côtés le 14 juin! ■ ADRIANE BOSSY

Sommaire

édito Engageons-nous maintenant pour l'égalité! ▶ PAGE 2 — **colère rouge** L'égalité, préoccupation de l'UDC? (lol) ▶ PAGE 2 — **poing fort** Quand le rail déraille ▶ PAGE 3 — **dossier** La cause féministe, course d'obstacles continue ▶ PAGE 4 — **dossier** Incels, le nouveau «backlash» féministe ▶ PAGE 4 — **dossier** La sororité en politique ▶ PAGE 5 — **dossier** Interview d'Ada Marra: «Economiquement, les femmes n'ont rien gagné» ▶ PAGES 6-7 — **dossier** Némésis, groupe clairement identitaire ▶ PAGE 9 — **dossier** Femmes et aménagements publics: le progrès social n'a pas suivi ▶ PAGE 8 — **dossier** Différence de traitement ▶ PAGE 8 — **actualité** Salaire minimum vaudois: c'est parti! ▶ PAGE 9 — **actualité** Le congé menstruel, un pas vers plus d'équité sur les lieux de travail ▶ PAGE 9 — **vie du parti** Bonnes vacances! ▶ PAGE 10 — **vie du parti** Billet du Grand Conseil | Féminicides: reconnaître ce fléau de société ▶ PAGE 10 — **vie du parti** Le PS60+: une voix forte! ▶ PAGE 11

Quand le rail déraille

cff Gare de Lausanne, horaire 2025 qui va pénaliser beaucoup d'usager·ères en raison d'infrastructures désuètes et augmentation du prix du billet: la Suisse romande se sent lésée.



Michel Béguelin

« Quand j'étais apprenti en gare d'Allaman en 1953, le temps de parcours le plus rapide entre Lausanne et Genève était de 32 minutes. Et à cette époque, on actionnait les sémaphores et aiguillages à la main. » Michel Béguelin a le sourire en racontant cette anecdote. Mais notre camarade, ancien conseiller national (1987-1999) et conseiller aux Etats (1999-2007) et toujours membre du comité d'Ouest Rail, n'a pas vraiment envie de rire en constatant l'état du réseau ferroviaire romand et les conséquences fâcheuses que cela entraîne.

Lausanne-Genève, liaison saturée

Parler avec un homme aussi connaisseur, expérimenté et passionné, c'est l'assurance de faire en détail le tour de tous les problèmes. A propos de la liaison Lausanne-Genève, qui se fera en 39 minutes selon le futur horaire 2025, il relève qu'il «va être totalement saturé au moins jusqu'en 2040. Au point qu'il n'y a plus de place pour le trafic marchandise.» La solution pour désengorger ce secteur? «Une deuxième double voies souterraine à partir de la gare de triage de Denges jusqu'à Genève», estime Michel Béguelin. A pro-

pos du nouvel horaire, il ajoute: «C'était impossible de trouver mieux. On ne peut pas revenir en arrière.»

Sur le trajet entre Lausanne et Berne, avec les nouvelles rames Bombardier, l'objectif était d'en ramener la durée à moins d'une heure. Or elles ne répondent pas aux attentes. «Le matériel Bombardier, c'était un mauvais choix, dit Michel Béguelin. Il n'y a pas eu suffisamment de tests préalables et on se rend compte que ces rames ne peuvent pas aborder les courbes à la vitesse souhaitée.» Une nouvelle infrastructure s'imposerait. «Un tunnel qui partirait de Palézieux jusqu'à Romont permettrait de gagner un quart d'heure, ajoute notre ancien conseiller aux Etats. Cela vaudrait mieux que du bricolage et coûterait moins de deux milliards de francs.»

«Le danger est grand que les Suisses allemands abandonnent la Suisse romande qui n'aura plus qu'un réseau de trains régionaux»

Michel Béguelin

La Suisse romande ferroviaire est dans une impasse, à l'image du chantier bloqué de la gare de Lausanne. «Dans le premier projet, les CFF voulaient enlever la marquise, mais le Patrimoine Suisse a dit non. Les piliers qui la portent sont sur les quais deux et quatre. L'élargissement de ceux-ci et la suppression de la voie 2 entraînent les fameux problèmes de statique. De

plus, lors de la planification de 2005, les prévisions d'augmentation du nombre de voyageurs à l'horizon 2030-2040 ne correspondaient pas à ce qu'elles sont aujourd'hui. Mais le politique aurait dû se saisir plus tôt du dossier. Simonetta Sommaruga a manqué de flair.»

Gare de province

A côté de la celle de Zurich, celle de Lausanne fait petite gare de province. «Il faut reconnaître aux autorités zurichoises le mérite d'avoir osé se lancer en 1978, explique Michel Béguelin. Elles ont avancé la somme de 560 millions de francs pour la création d'un S-Bahn. Le peuple zurichois a suivi en votation populaire, puis la confédération. A trois reprises, le processus a marché. Lors de la deuxième transformation de la gare de Zurich, en 2007, les travaux

Prix du billet: aberrant!

Dans un texte datant de 2014 à propos des travaux à venir sur le réseau ferroviaire, Michel Béguelin écrivait: «La patience des clients coincés entre les contraintes des longs travaux et les promesses d'augmentation tarifaires a des limites. Tout doit être fait pour ne pas les franchir.» Or, l'Alliance Swiss Pass a annoncé ce printemps une augmentation du prix du billet et des abonnements généraux. «Une aberration, juge Michel Béguelin. Si on veut obtenir un effet transfert de la route vers le rail, il ne faut surtout pas augmenter le prix des transports publics. Le kilomètre voiture coûtera moins cher que celui du rail. A Berne, on nage en pleine incohérence. Le Conseil Fédéral demande aux CFF de faire des économies, parle de supprimer des subventions au trafic régional et soutient l'élargissement des autoroutes du plateau à six pistes. Invraisemblable!»

Pendant ce temps-là, en Autriche, l'abonnement général coûte 1095 euros...

ont même commencé sans que l'OFT ne soit au courant. J'ai dit plusieurs fois aux cantons romands: faites comme les Zurichoises. Maintenant que le réseau alémanique est bien doté, le danger est grand que les Suisses allemands abandonnent la Suisse romande et que nous n'ayons plus qu'un réseau de trains régionaux.» ■

BERNARD MOREL

La cause féministe, course d'obstacles continue

lutte Les années filent, pourtant la vie des femmes est toujours marquée par de criantes inégalités, sur le plan économique particulièrement. Mais également dans l'espace public. Sans compter les mouvements qui cherchent à s'opposer à leurs revendications.

Un chiffre tout d'abord: 65% du travail non rémunéré – tâches ménagères, s'occuper des enfants, faire les courses notamment – est accompli par les femmes. Le chemin que doivent emprunter les femmes vers davantage d'égalité est sans cesse parsemé d'obstacles. On l'a vu dans la votation sur AVS21. Tout récemment, une initiative émanant du canton de Vaud a été

déposée devant les chambres fédérales pour demander que les frais de grossesse soient pris en charge sans franchise dès la conception et non dès la 13e semaine, comme c'est le cas actuellement. Le téléjournal de la RTS du 30 mai présentait l'exemple d'une femme victime d'une fausse couche avant la fin du troisième mois, dont elle a dû assumer les frais puisque que sa franchise

dépassait le montant de la facture. Inutile de dire que les assurances sont opposées à cette initiative.

On pourrait multiplier les exemples de problèmes qui se posent spécifiquement aux femmes et qui montrent que le modèle social dans lequel on vit a été pensé et construit par les hommes, même si, ici ou là, de petites améliorations ont été obtenues. Dans ce dossier,

nous avons voulu présenter différents aspects de la situation des femmes dans notre société. Nous évoquons aussi le mouvement Némésis (page 6), qui se revendique féministe, mais clairement marqué à droite et anti-immigrés. Et nous donnons la parole à Ada Marra (page 7). ■ BERNARD MOREL

Incels: le nouveau «backlash» féministe

masculinisme Le «backlash», ou «retour de bâton», désigne un phénomène bien connu par les militant·e·s progressistes de toutes les époques.

Lorsqu'un groupe discriminé réussit à faire avancer ses droits, des opposant·e·s sortent de l'ombre et s'organisent en réponse aux revendications progressistes. Depuis quelques années, et d'autant plus fortement suite au #MeToo, un mouvement masculiniste s'en prend aux féministes et, plus généralement, aux femmes. Née d'abord sous la forme d'un forum en ligne d'entraide entre célibataires cherchant l'amour, la communauté incel (contraction de «célibataires involontaires») a connu une radicalisation progressive d'une partie de ses membres.

Une idéologie de lutte des classes

Aujourd'hui, les incels sont généralement de jeunes hommes blancs, de la classe moyenne à supérieure, édu-

qués, mais qui ne parviennent pas à trouver l'amour. Ils expliquent cela par une théorie pour le moins étrange selon laquelle 80% des femmes auraient des relations amoureuses et/ou sexuelles avec 20% des hommes. Ainsi, ils se considèrent victimes d'un système qui les discrimine.

Les incels ont théorisé notre société en désignant des groupes qu'ils haïssent. Les Stacy sont des femmes blondes, peu éduquées, intéressées uniquement par le physique des hommes. Les Chad sont l'équivalent masculin de Stacy, il s'agit d'hommes blancs, musclés et virils. Stacy, stéréotype de la pom-pom girl américaine, ne serait en couple qu'avec un Chad, l'équivalent du joueur de football américain. Cependant, Stacy serait infidèle et aurait parfois des

relations avec Tyrone, le Chad afro-descendant. Car dans la théorie incel, ouvertement raciste, l'homme blanc incarne le couple et l'homme noir serait le divertissement.

Les incels seraient donc exclus de la société car ils ne correspondent à aucun des archétypes qu'ils décrivent. Ils en veulent donc à Stacy qui ne voudrait pas d'eux, mais aussi à Chad et Tyrone, par jalousie.

Une radicalisation inquiétante

Persuadés que les hommes ont un droit de cuissage naturel sur l'ensemble des femmes, les incels n'acceptent pas le rejet. S'estimant victimes du système, certains n'hésitent plus à se faire justice. Aux États-Unis, au Canada et en Angleterre, plusieurs tueries de masse ont eu lieu par des hommes se ré-

clamant de la communauté des incels. D'autres incels ciblent les femmes sur les réseaux sociaux ou les apps de rencontre afin de les filmer et les afficher publiquement lorsqu'elles refusent de leur accorder une relation sexuelle. Ce phénomène inquiétant n'a fait qu'augmenter depuis #MeToo, aussi hors du monde anglo-saxon. Les incels considèrent que les revendications féministes ne font qu'augmenter l'oppression qu'ils subissent. Face à ce retour de bâton, une fois de plus, les femmes sont en danger lorsqu'elles osent revendiquer l'égalité. ■ DEBORAH INTELISANO

La sororité en politique

entraide Pour certain·es, «sororité» n'évoque que les résidences étudiantes états-uniennes que l'on retrouve dans tout bon teen movie véhiculant son lot de stéréotypes. Pourtant elle représente bien plus et mérite que l'on redore son image!



Femme, par leur assignation de genre: nées femmes ou se reconnaissant socialement comme femmes, non binaires, trans. Un point commun toutx.es ont vécu, la discrimination quotidienne, la violence ou le harcèlement sexuel, la réduction à l'état d'objet et non de sujet, des critiques liées à leur poids, à leur vêtement, à leur choix. Bref ieles ont fait l'expérience commune de l'oppression patriarcale.

Le patriarcat est un système d'oppression qui conditionne et soumet les femmes aux «obligations sociétales» liées à leur genre et cela depuis leur naissance afin de contrôler leurs comportements. Et à ces stéréotypes qui ont la peau dure s'ajoutent des pressions liées à un système économique capitaliste sauvage. Ces stéréotypes se manifestent sous forme d'injonctions parfois contradictoires: «êtres gentilles», «discrètes», «mères mais qui travaillent comme des célibataires», «cuisinières tout en allant à la salle de sport pour rester aussi gracieuses que fragiles», «intelligentes mais pas trop brillantes», «affirmées mais quand même sous contrôle». Par ailleurs la séduction les amènent à la compétition entre elles car le couple est censé représenter leur objectif ultime elles y seront comblées,

enfin complètes... Ces images, nous les avons toutes en tête... en tout cas toutes les «boomeuses» qui, comme moi, ont grandi avec les classiques de Disney ou «Hélène et les garçons». Pendant ce temps, les hommes nés hommes et se reconnaissant socialement hommes ont eu tout le loisir d'occuper la sphère publique et notamment la sphère politique, le pouvoir en somme.

Les temps changent et celles qui, téméraires, s'organisent et se positionnent politiquement pour enfin prendre une vraie place doivent supporter des attaques de certains en quête identitaire dans leur masculinité. Elles se font traiter de «feminazi» lorsqu'elles osent prendre du pouvoir d'agir, en s'appropriant, elles aussi, des espaces de non-mixité. Les fraternités et les clubs de «fumeurs de pipes» n'ont pourtant jamais choqué personnes, n'est-ce pas ?

Les femmes qui s'unissent, parlent, osent dénoncer le sexism ensemble peuvent être considérées comme dangereuses et sont souvent victimes de «shitstorm». L'actualité du Grand Conseil de ce printemps a été une magnifique occasion de libération de la parole pour certaines femmes députées, un vrai vent de sororité a soufflé au parlement et au-delà. Ce fut en revanche, un triste jour de

disqualification de la parole des femmes par des hommes et certaines femmes de droite. Et cela à quelques jours de la grève du 14 juin... L'ensemble des député·e·s de droite se lèvent et quittent la salle après la mention de propos sexistes incriminant Jean-Luc Bezençon, député PLR. Quelle belle solidarité masculine quand il s'agit de mettre en doute la parole des femmes au lieu d'ouvrir le dialogue. Ce dernier s'excusera le surlendemain après une soi-disant bonne nuit de sommeil, mais seulement du bout des lèvres sans convictions et sur le ton du «on ne peut plus rien dire». J'espère que les femmes de droite sortiront, elles aussi de leur silence. Car peut-on croire que seules les femmes de gauches sont victimes du sexism ordinaire ? Et méfions-nous d'une analyse trop partisane. Le PS se bat depuis longtemps pour l'égalité, mais cela ne veut pas dire que, dans ses rangs aussi, il n'est pas nécessaire d'opérer des changements de comportements et de mentalités.

Des milieux populaires aux milieux bourgeois ce genre de comportements sexistes sont systémiques et systématiques. Ils ne sont pas l'unique fruit d'un clivage de valeurs entre la gauche et la droite.

En politique, la participation des femmes est aujourd'hui

plus qu'encouragée, elles sont néanmoins bien plus représentées à gauche qu'à droite (45% de femmes à gauche contre presque 20% à droite, seulement). C'est peut-être pour cela que la sauce sororité prend davantage dans les milieux de gauche.

Les femmes en politique, et ce même avec un bagage socio-culturel bien fourni subissent des inégalités et du sexism et sont toujours et encore sous représentées au parlement par exemple (moins de 50 femmes sur 150 député·e·s). Celles qui sont en situation de précarité, de handicap, de migration voient leur citoyenneté d'autant plus empêchée, surtout dans les hautes sphères politiques. C'est pour cela que les femmes militantes, actives en politique, conseillères communales, Conseillères d'Etat, Conseillère Nationale, doivent se solidariser, tendre leur main à une de leurs consœurs, être la mentore, la bâtonnière de celles qui se lancent en politique et qui rentrent littéralement dans l'arène. Ce n'est pas un chemin facile mais tellement libérateur. Le but de la sororité est de se sentir moins seules et de soutenir malgré la diversité des parcours politiques et cela jusqu'au Conseil National. J'espère que les prochaines élections 2023 me donneront raison. ■ SARAH MORIER



ADA MARRA KIFSLKF SIL NFKSDJSDB F, JS KFN , LSN , FNS, NF SDN, J021 © PSV

Etais-tu dans la rue le 14 juin 1991 lors de la première grève féministe?

Non. Mon éveil politique est venu peu après, lorsque je suis entrée à l'université. J'avais alors 19 ans. Cela dit, venant d'une famille italienne à la base macho, j'avais déjà conscience du problème de la place de la femme dans la société. Je me rappelle encore très bien de voir mon père et mes frères regar-

der le téléjournal alors que j'essuyais la vaisselle à la cuisine.

Quelle place a pris la lutte féministe dans ton engagement politique?

Mon premier geste féministe date de l'université. Avec quelques copines, nous avons fondé le groupe des «Bad Girls». Nous voulions un espace qui nous soit réservé. Plus tard, lorsque j'étais secrétaire générale

«Economie n'oublie pas les femmes

interview Ada Marra, qui va cesser de faire des économies entre femmes et hommes

du PS vaudois, Anne Papilloud et moi avons institué une garderie lors des congrès pour permettre aux femmes d'y assister. C'est donc dans la vie pratique que mon féminisme s'est manifesté, avec une vision marxiste du monde socio-économique. Le capitalisme génère beaucoup de perdant·e·s, plus particulièrement chez les femmes. La femme étant moins rétribuée que l'homme, c'est elle qui généralement reste à la maison pour les enfants. Si elle reprend un travail plus tard, son salaire sera plus faible, ses cotisations d'assurances sociales aussi. Dès lors, il ne faut pas seulement s'attaquer aux injustices du capitalisme de manière générale, mais aborder aussi spécifiquement le problème structurel féminin.

Depuis ton entrée dans la vie politique, et particulièrement depuis ton arrivée au Conseil national en 2007, estimes-tu qu'il y a eu des gains pour les femmes dans la lutte contre les inégalités?

Sur les questions économiques, il est clair que nous n'avons rien gagné. Tant sur le plan salarial que dans les domaines de l'AVS et de la prévoyance professionnelle (LPP), les injustices et les inégalités demeurent. Lorsqu'elle était en charge du département Justice et Police, Simonetta Sommaruga a certes proposé une loi sur la transparence des salaires, censée amener davantage d'égalité. Mais elle a été tellement édulcorée, ne prévoyant notamment aucune sanction envers les entre-

Némésis, groupe clairement identitaire

contre-courant Le mouvement, né en France et qui a une antenne en Suisse romande, se revendique féministe, mais flirte avec l'extrême-droite et cible les immigrés. On est loin d'un projet d'égalité et de justice sociale.

Némésis émerge en France en 2019 peu après le mouvement #MeToo et à contre-courant des groupes féministes qui reçoivent alors une part de l'attention politico-médiatique. En Suisse romande, le mouvement a pris forme récemment, au cours de l'été 2021, sous le chapeautage d'Alice Cordier, la présidente de Némésis France. A l'heure actuelle, on compte une vingtaine

de militantes présentes et actives dans tous les cantons romands, à l'exception du Jura. Se réclamant d'un «féminisme identitaire et anticonformiste», selon leur compte Instagram, leur combat est celui des violences faites aux femmes. Plus précisément, le harcèlement de rue qui ne serait pas assez pris au sérieux par les mouvements féministes mainstream, comme l'explique Sarah

(co-fondatrice). Le discours identitaire est bien assumé et les personnes visées sont les hommes issus de la migration. Proche des mouvements et médias d'extrême droite en France, du RN à Valeurs actuelles en passant par Eric Zemmour, Némésis-France ne cache pas sa volonté de lutter contre l'islamisation du pays. En Suisse, le discours est un peu plus nuancé au vu

du contexte politique différent, mais les membres semblent proches des mouvements d'extrême droite et se rapproche de ce féminisme identitaire. Dans les deux pays, la teneur féministe de leurs revendications est contestée

Projet politique opposé
Elles se disent apolitiques, ni de droite, ni de gauche, et pourtant lorsque l'on parle de vio-

quement, les femmes n'ont rien gagné»

cesser son activité fédérale cet automne, constate que les inégalités demeurent et que le combat doit plus que jamais continuer.

prises qui ne s'y conformeraient pas, qu'elle n'a strictement rien apporté. Alors que l'ouverture de structures d'accueil pour la petite enfance devrait faire l'unanimité, il faut toujours se battre autant pour les faire accepter. On a quand même enregistré quelques

gains dans d'autres domaines. En matière de violences faites aux femmes, un progrès a été enregistré sur la définition du viol et un compromis a été accepté récemment. Il faut saluer aussi l'entrée en vigueur de la loi, initiée par Mathias Reynard,

condamnant l'homophobie au même titre que le racisme et l'antisémitisme.

Quels sont les prochains

«C'est dans la vie pratique que mon féminisme s'est manifesté avec une vision marxiste du monde socio-économique»

Ada Marra

enjeux prioritaires de la lutte féministe?

A l'intérieur de la gauche, le combat n'est pas que simple. Sur les sujets des inégalités dans la vie sociale et économique (salaires, AVS et prévoyance professionnelle, création de crèches), il y a

un consensus total. Sur d'autres questions, davantage sociétales, c'est plus compliqué. Peut-on être femme engagée en religion et féministe ? Est-ce que la place accordée aux LGBT prend le pas sur le combat social des femmes ? À force de catégoriser, ne court-on pas le risque d'individualiser le combat ? Sur ces thèmes, c'est un débat à gauche. Disons que l'enjeu est de ne pas

se battre entre les différentes visions car cela profitera au patriarcat. Il faut savoir accueillir et reconnaître le récit de toutes. C'est ainsi que nous construirons un récit commun. Et s'il faut continuer à se battre sur les thématiques économiques, il est

aussi indispensable de trouver des solutions pour que les femmes prennent les postes à responsabilité là où les choses se décident (politique, entreprises, associations, etc.). Les jeunes filles doivent trouver des modèles auxquels s'identifier pour oser prendre leur place.

■ PROPOS RECUEILLIS PAR BERNARD MOREL

lences faites aux femmes, de féminisme ou d'immigration, c'est éminemment politique.

Dans un article publié sur Slate, Florence Rochefort, spécialiste de l'histoire du féminisme et chercheuse au CNRS, répond à ces questions en envisageant les formes de réappropriations lexicales dont témoignent les prises de position publiques du mouvement Némésis. Manifestations, collages, slogans, le mouvement ne se prive pas de s'approprier des pratiques pour les vider de leur sens. Némésis donne ainsi à ses pratiques d'autres significations et change le contour des luttes. Cependant, les

mouvements féministes (progressistes, intersectionnels et antiracistes), bien que traversés par des désaccords ou des contradictions, ont en commun un projet d'égalité et de justice sociale. Qu'on se le dise, ce n'est pas le même projet de société que forment les groupes identitaires, quels qu'ils soient. Ce n'est pas le projet de Némésis. Selon Florence Rochefort, «Leurs objectifs sont clairement ceux de l'extrême droite: sécuritaires, anti-immigration et anti-islam». Sur le compte Instagram de Némésis suisse, on voit surtout que les féminicides ou violences sexuelles et sexistes (VSS) sont utilisées

pour exemplifier leur idéologie. C'est bien cela qui rend le discours dangereux ; orienté idéologiquement, les propos simplifiés permettent de proposer des solutions et concrètes: le renvoi des hommes étrangers auteurs de VSS.

Mais ce que l'on sait des VSS nous montre que le harcèlement de rue n'est qu'une partie du problème. Les violences subies sont multiples, plus importantes que ce que l'on pense, car seulement 8% des VVS sont déclarées à la justice. Grand nombre des VSS ont lieu dans la sphère privée et l'agresseur est connu de la victime dans 68% des cas. Il est donc

essentiel de se souvenir que les luttes féministes doivent se mener sur tous les fronts. Il faut penser les formes de domination conjointement. L'appropriation de nos luttes pour justifier un discours identitaire et raciste est un danger. C'est pourquoi il est aujourd'hui plus que nécessaire de rappeler que notre combat féministe doit s'ancrer dans l'antiracisme. ■

AUDREY PETOUD

Femmes et aménagements publics: le progrès social n'a pas suivi

espace public En 2023, les aménagements communs restent façonnés par et pour les hommes. Un constat accablant qui suscite des projets, surtout depuis la Grève féministe de 2019.

Il suffit d'aller dans une école primaire pour réaliser que dès le plus jeune âge, les garçons ont tout le loisir de se défouler avec un ballon pendant que les filles discutent en retrait, tout en jetant de temps à autre un regard en coin pour éviter de le recevoir dans la figure. C'est ce qui a amené certains établissement primaires genevois, sous l'impulsion de leurs directrices, à agir. À l'Établissement primaire du 31 décembre, les buts de foot ont été retirés de la cour de récréation, pour proposer des aménagements alternatifs et des jeux communs aux règles établies par les classes, à tour de rôle.

Des manquements dans chaque coin de rue

Yverdon a fait le même

constat, mais elle est allée plus loin, en menant des marches exploratoires pour analyser ce déficit d'urbanisme, qui ont débouché sur un plan d'action. Sa Commission architecture, urbanisme et paysages est maintenant paritaire, et un gender budgeting a été mis en place. Il s'agit d'une analyse du genre auquel les investissements en équipements publics vont profiter.

Selon la co-syndique de la Ville, Carmen Tanner, «les thématiques sont pour le moment traitées séparément, mais l'inclusion des femmes devrait être prise comme une unité par la suite. Le pas à franchir est d'en faire une politique publique à part entière, tant au niveau communal que cantonal.»

Un déficit d'urbanisme qui touche large

Une étude réalisée par l'Université de Genève sur mandat de la Ville soulève par ailleurs un gouffre entre la manière dont les femmes des classes très populaires appréhendent la ville et celle dont les femmes des classes moyennes à aisées la vivent. De manière générale toutefois, les femmes se sentent plus légitimes dans les surfaces commerciales que dans la rue, et se déplacent surtout autour de chez elle, dans un espace qu'on peut qualifier d'«extension de l'espace domestique». Des faits d'autant plus effarants que les villes sont aujourd'hui utilisées par 50% des femmes.

Dans l'espace public, l'égalité des genres est loin d'être

acquise. Les déficits d'urbanisme et d'infrastructures touchent de surcroît toutes les minorités. Ils vont bien sûr des personnes atteintes de handicap physique, mais aussi psychique, aux élèves LGB-TIQ+ qui subissent une injonction à se montrer nu·e·s dans les douches scolaires malgré souvent une réticence. D'autres situations sont volontairement ségrégatives, comme l'aménagement de centres pour requérant·e·s d'asile en pleine campagne, loin des villes qui leur permettraient de s'occuper et d'obtenir plus de soutien associatif. ■ SIMON SCHÖNMANN

Différence de traitement

inégalités On les retrouve dans tous les domaines, même les plus surprenants. Dans la santé, par exemple, les hommes et les femmes ne sont pas toujours pris·es en charge de la même manière.

Si on vous demande quels sont les symptômes d'une crise cardiaque, il y a fort à parier que vous répondrez les suivants: douleurs dans le thorax, irradiations dans le bras gauche jusque dans la mâchoire principalement. Et vous auriez raison... pour les hommes. Or pour les femmes, dans la majorité des cas, les symptômes sont différents: nausées, fatigue, ou encore sueurs. Les infarctus féminins sont donc sous-diagnostiqués, et en plus, ils sont considérés en grande partie comme des maladies masculines. La prise en charge est donc altérée en raison des stéréotypes de genre

tant de la part des soignant·es que de la part des femmes elles-mêmes qui tardent à consulter car elles sous-estiment l'éventualité d'un problème cardiaque.

Heureusement, des efforts sont faits dans le domaine de la santé des femmes. Le Département de la santé et de l'action sociale (DSAS), dont notre camarade Rebecca Ruiz est la Ministre, ne ménage pas ses efforts à ce sujet. Citons par exemple la pérennisation de L-Check, une prestation de prévention et de promotion de la santé pour les femmes qui ont des relations sexuelles avec des femmes. Le DSAS

a également mis en place un "Entretien du vécu d'accouchement" systématique pour toutes les femmes accouchant au CHUV. Les objectifs: réduire les stress post-traumatiques dont peuvent être victimes les mères mais aussi recueillir des témoignages pour des études scientifiques sur cette problématique. La prise en charge des victimes d'agressions sexuelles a également été améliorée: depuis juillet 2020, les victimes peuvent se rendre à Yverdon, Rennaz, Payerne, Nyon et Morges, 24h/24 pour recevoir les soins nécessaires et obtenir un constat médico-légal.

Les victimes ne sont donc plus obligées d'aller au CHUV et de raconter plusieurs fois le récit du trauma subi.

Ces améliorations pour la santé des femmes et le corps des femmes sont le résultat de luttes intenses, dans la rue, sur le terrain et au sein des institutions politiques. Même s'il y a encore beaucoup à faire, ces améliorations sont la preuve que nos combats ne sont pas vains! ■ ADRIANE BOSSY

Salaire minimum vaudois: c'est parti!

initiatives Nous avons jusqu'au 12 septembre pour récolter les 12 000 signatures nécessaires. Les deux initiatives pour un salaire minimum ont été présentées à la presse le 12 mai.

«En une année, les revenus des plus riches ont augmenté plus que les bas revenus en 30 ans». Notre camarade conseiller national Samuel Bendahan l'a rappelé à cette occasion: l'augmentation de création de valeur ne se répercute pas sur les salaires, ou alors de manière inégalitaire. En revanche, ce sont bien le plus pauvres qui sont le plus touchés par l'inflation en ce moment! En premier lieu, les femmes. Elles sont deux fois plus concernées que les hommes par les bas salaires. Notamment dans l'industrie alimentaire et manufacturière, le nettoyage, les services à la personne, la santé ou encore le commerce de détail. Ce phénomène se poursuit tout au long de la vie car qui dit petits salaires, dit petites retraites.

Le salaire minimum jouera un rôle essentiel dans les secteurs où les conventions

collectives sont absentes ou trop faibles.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes: près de 10% des salarié-e-s vaudois ont des bas salaires (moins de 4326 francs par mois) et 8% sont à considérer comme working poors. Avec l'augmentation des prix, des loyers, et des primes- maladie, les difficultés augmentent. Il est donc essentiel de se mobiliser vite, et fort, pour faire signer ces deux textes!

Bien sûr, la droite crie au loup et nous devrons argumenter pour défendre ce projet.

Voici quelques réponses utiles en cas de questions sur les stands, ou tout simplement dans vos discussions entre collègues ou amis:

-Pourquoi 2 initiatives ? La première initiative demande d'ancrer le principe dans la Constitution. La seconde propose une nouvelle loi instituant

un salaire minimum cantonal de 23 francs brut indexé sur le coût de la vie au 1er janvier de cette année et détaille son application.

-Un salaire minimum cantonal est-il utile alors que la motion Ettlin veut les combattre ? (Motion du nom du conseiller aux Etats centriste d'Obwald Erich Ettlin.) Cette motion contraint le Conseil fédéral à préparer un projet de loi faisant primer les CCT (conventions collectives de travail) nationales sur les salaires minimums cantonaux. Mais d'une part, le chemin est encore long avant que cette loi ne soit votée. D'autre part, nous ne manquerons pas de l'attaquer par référendum si elle voit le jour. Enfin, si par malheur elle passait, le salaire minimum sera toujours utile dans les secteurs non conventionnés.

-Le salaire minimum est-il dangereux pour les PME?

Non, au contraire! Les patrons

«corrects» sont contents, car un salaire minimum enlève la concurrence déloyale de ceux qui font du dumping salarial. Plusieurs études montrent que cette mesure n'a aucun effet négatif sur l'économie.

-Dans certains secteurs et pour les stages, c'est inapplicable

Le texte prévoit des dérogations. Les contrats d'apprentissage et les stages de formation certifiante ou de réinsertion sont ainsi exclus du champ d'application. Des exceptions sont aussi prévues pour l'agriculture.

Neuchâtel, Jura, Genève, Tessin et Bâle-Ville ont un salaire minimum. Une initiative similaire a été lancée en Valais au mois de janvier dernier, et une autre est en préparation à Fribourg. Pour que Vaud les rejoigne sans tarder: tou-tes à vos stands! ■ VIRGINIE PILAULT

Le congé menstruel, un pas vers plus d'équité sur les lieux de travail

Le débat a lieu dans le monde entier et n'est pas nouveau. Si la question ne s'est posée que récemment dans notre pays, d'autres ont déjà eu ce débat. On peut citer l'Indonésie qui adopte en 2003 une loi prévoyant 1 ou 2 jours de congé payés pour des menstruations douloureuses. Le Parlement espagnol a validé en début d'année 2023 un projet de loi incluant un congé menstruel payé. Le Japon quant à lui, a légitimé sur un congé menstruel en 1947.

L'idée fait son chemin dans les villes suisses, Zurich vient d'accepter un projet pilote de congé menstruel de 1 à 5

jours pour le personnel de l'administration communale souffrant de menstruations douloureuses empêchant le bon déroulement du travail, comme en cas d'endométriose. Une première en Suisse. Pour rappel, l'endométriose est une maladie fréquente et évolutive. Mal repérée, elle touche environ 10 à 15% des personnes menstruées. Ce chiffre n'est évidemment pas représentatif de la réalité puisqu'il ne tient pas compte du sous diagnostic. L'endométriose se manifeste au travers de différents symptômes comme de fortes douleurs, des menstruation abon-

dantes ou encore une infertilité.

Le monde du travail est un lieu où se cristallisent les inégalités. Pensé par les hommes et pour les hommes, il est encore aujourd'hui hostile aux problématiques des minorités de genre et des femmes. Occupées uniquement par le travail domestique, les femmes sont arrivées bien plus tard que les hommes sur le marché de l'emploi et les lieux de travail ne sont donc pas adaptés à leurs besoins. La possibilité d'un congé menstruel, accessible à toutes les personnes menstruées, permet de mettre au centre du débat les condi-

tions de travail des femmes et des personnes minorisées. Cependant, s'il était mis en place à large échelle, il ne suffirait pas à gommer les inégalités entre femmes, minorité de genre et hommes dans le monde du travail. Il faut donc le voir comme une possibilité de débat et une partie de solution à une problématique bien plus large. ■ AUDREY PETOUD

BONNES VACANCES!



Eric Fatio (Château-d'Oex) et Vincent Jaques (Morges) à l'apéritif populaire du PS Aigle que nous remercions à nouveau chaleureusement pour l'organisation!

Féminicides: reconnaître ce fléau de société



grand conseil L'actualité vient de nous rappeler que la vie des femmes peut s'arrêter sous les coups d'un conjoint, compagnon ou ami: deux féminicides

dans le canton en une semaine, quelle tragédie! Notre députée, Valérie Induni, a donc pris la parole au nom de l'Intergroupe Femmes lors de la séance du 30 mai pour dire que nous allons continuer à demander plus d'hébergements d'urgence, plus de cours obligatoires de gestion de la violence, plus d'actions de prévention de la violence dans les établissements scolaires ainsi que la reconnaissance de ce fléau de société. Le même jour, coup de théâtre: le Grand Conseil a été secoué par une accusation

de sexismes ordinaires. Le député PLR ciblé par cette remarque a crié au scandale, exigé en vain des excuses immédiates avant de quitter la salle, drapé dans sa dignité, suivi par toutes les députées et députés PLR et UDC. C'est l'occasion de rendre hommage à la députée d'Ensemble à gauche, qui n'a pas faibli, et s'est ainsi fait la porte-parole de bien d'autres députées. Le groupe PS l'a immédiatement soutenue. La parole s'est enfin libérée. Et nous avons depuis peu une base légale pour agir, car nous avons été l'élément moteur dans la demande de l'Intergroupe Femmes d'introduire un article y relatif dans la loi sur le Grand conseil, ce qui a permis au Bureau de désigner enfin une personne de confiance.

Le 14 juin, c'est l'occasion de mettre en lumière l'action de notre groupe en matière d'égalité et de lutte contre les violences domestiques, une action de longue haleine, débutée il y a de nombreuses années déjà. Et pour ce 14 juin 2023, le groupe socialiste dépose 3 demandes au Conseil d'Etat: qu'il revoie sa directive «établissements scolaires» afin que les communes aménagent des préaux non genrés ; qu'il saisisse l'occasion offerte par la construction de nouveaux gymnases pour visibiliser les femmes qui ont contribué au rayonnement de notre Canton ; qu'il participe au financement de la production audiovisuelle d'événements sportifs féminins!

■ MURIEL THALMANN, DÉPUTÉE



Les représentant·e·s du PS60+ lors de la création du groupe au Congrès de Ste-Croix du 13 mai 2023.

Le PS60+: une voix forte!

évenement Pourquoi un PS60+ ? Par sa complémentarité et par sa riche et intense activité déployée au fil des dix années de son existence, il s'est imposé comme une force de réflexion et de proposition reconnue au sein du PSV.

Il y a une dizaine d'années, un petit groupe de camarades seniors, animé par notre présidente d'honneur, Marianne de Mestral, a jugé utile et stimulant de proposer que le parti rassemble ses membres âgés pour leur permettre d'apporter leurs contributions dans un esprit intergénérationnel.

Les personnes âgées de plus de 60 ans en Suisse représentent plus de 20 % de la population. L'évolution de la pyramide des âges de ces dernières années montre que ce pourcentage va sans cesse en augmentant. C'est à partir du constat de la hausse de la longévité de la vie de la population que le PS Suisse a cherché à mieux tenir compte du point de vue de la génération des seniors. Le Congrès a eu la clairvoyance et l'intelligence d'accueillir le PS60+ en tant qu'organe du parti et de l'ancrer dans les statuts (art.10).

Contribution utile

Le PS60+ apporte une contribution utile et largement reconnue à la politique du PSS par ses réflexions et ses propositions dans les domaines qu'il

a choisi de privilégier, soit la politique sociale, la politique de la santé et le logement. Des groupes de travail réfléchissent à ces questions et soumettent leurs rapports et leurs propositions aux instances du PSS. De plus, le PS60+ est invité à participer activement aux procédures de consultation engagées par le parti. Son avis est apprécié et pris en compte.

Par ses groupes cantonaux qui sont statutairement reconnus et bien intégrés dans les sections cantonales du parti, le PS60+ est aussi un lieu de rencontre et d'échange pour des camarades âgé.e.s qui auraient tendance à se retirer de la vie politique active à cause de l'inexorable vieillissement qui invite plutôt au renoncement et à une paisible retraite politique. Le PS60+ entretient la flamme et permet aux camarades seniors, forts de leurs riches expériences politiques et de vie, de poursuivre une activité militante au service de nos idéaux socialistes.

Quant au PS60+ Vaud, fort de plus d'une centaine de membres, il se réunit sous la coprésidence de Francine

Jeanprêtre et d'Éric Voruz quatre à cinq fois par année dans un esprit de partage, de militantisme vécu et prospectif. Il se veut lieu de débat sur des thèmes de politique sociale, économique, de santé en invitant des camarades maitrisant ces sujets ou des personnes expertes de ces questions. Il tient principalement à contribuer activement à la vie de notre parti cantonal.

Dans l'intérêt du parti

La mobilisation des générations plus âgées est dans l'intérêt de notre parti, car ce sont justement elles qui votent et élisent au-delà de la moyenne. Nous devrions en profiter, car en tant qu'organe du parti, nous pouvons encourager les personnes âgées de notre entourage à s'impliquer politiquement pour défendre nos propositions et nos demandes. De même, nous devons et pouvons également informer et sensibiliser les personnes qui ne sont pas affiliées à un parti politique.

Le PS60+ Suisse, fort de ses plus de 2600 membres et les quelque 120 membres

de notre groupe cantonal du PS60+ Vaud se réjouissent de t'accueillir si tu es âgé.e de 60 ans ou plus et si tu n'es pas encore membre. Le lien internet www.sp-ps.ch/fr/parti/ps-60 te permet d'accéder au bulletin d'inscription. Si la démarche par voie informatique ne te convient pas, Éric Voruz, co-président du PS60+ Vaud (tél.: 079 213 26 17), accueillera avec plaisir ta demande d'adhésion.

■ ANDRÉ LIECHTI, DÉLÉGUÉ DU PS60+ VAUD

RECONNAÎTRE LE TRAVAIL.



**PIERRE-YVES MAILLARD
AU CONSEIL DES ÉTATS**

AVEC RAPHAËL MAHAIM (VERT·E·S)

LE 22 OCTOBRE 2023

